

ÉDITO

# Washington a repris des contacts officieux avec le régime de Damas

Par **Bertrand Besancenot**



Bertrand Besancenot est Senior Advisor au sein d'ESL & Network. Il a passé la majorité de sa carrière au Moyen-Orient en tant que diplomate français. Il est notamment nommé Ambassadeur de France au

Qatar en 1998, puis Ambassadeur de France en Arabie Saoudite en 2007. En février 2017, il devient conseiller diplomatique de l'Etat puis, après l'élection d'Emmanuel Macron en tant que Président de la République, Emissaire du gouvernement du fait de ses connaissances du Moyen-Orient.

L'après-guerre à Gaza, en Israël, au Liban, mais aussi... en Syrie. À l'heure où l'administration du président américain Joe Biden intensifie les contacts pour obtenir un cessez-le-feu entre l'Etat hébreu et le Hamas, Washington semble avoir une vision plus globale pour la région post-guerre. Dès lors, 13 ans après le début de la révolution syrienne, qui s'est transformée en guerre civile suite à la répression sanguinaire menée par le régime de Bachar el-Assad, la Syrie se retrouve de nouveau à la table des pourparlers.

Les négociations sur l'avenir de la Syrie ne peuvent pas être dissociées du rapprochement entre l'Iran – dont Assad est l'obligé – et les pays du Golfe. C'est d'ailleurs ce que reflète la visite du responsable de l'unité de coordination au sein du Hezbollah, Wafic Safa, aux Emirats arabes unis. Ce déplacement revêt plusieurs dimensions liées à l'Iran mais aussi à la Syrie, dont le président a joué le médiateur entre Abu Dhabi et Haret Hreik. Or, toute négociation des pays arabes et du Golfe avec le Hezbollah doit nécessairement prendre en compte les dimensions liées à la situation en Syrie, au Liban et au Yémen, en plus de la conjoncture à Gaza et de ses répercussions sur d'autres fronts. D'autant qu'en parallèle, les pourparlers entre l'Iran et les Etats-Unis se poursuivent et traitent de plusieurs questions régionales dont l'Irak, la Syrie, le Yémen et le Liban, en plus du nucléaire iranien.

Dans ce contexte, des sources diplomatiques concordantes révèlent le renouvellement des pourparlers entre le régime de Bachar el-Assad et les Etats-Unis. Selon de bonnes sources, les deux pays ont repris langue au début du mois de mars, lors d'une réunion qui s'est tenue dans le sultanat d'Oman. Il est à noter que de précédentes réunions ont eu lieu il y a environ un an, mais n'ont abouti à aucun résultat. Les Américains ont toutefois renouvelé leurs efforts et leurs contacts pour obtenir des percées qui pourraient être exploitées politiquement, notamment si l'administration Biden réussit à libérer le journaliste américain Austin Tice – disparu en Syrie depuis 2012.

Selon les informations disponibles, la communication entre Damas et Washington se fait à travers plusieurs canaux. Tout d'abord, il y a le canal sécuritaire direct, dans le but de libérer Austin Tice. Cette coordination sécuritaire s'est toutefois élargie pour inclure plusieurs dossiers, notamment la coopération dans la lutte contre le groupe Etat islamique qui renouvelle ses activités dans le désert syrien. « Le régime est prêt à fournir de nombreux services sécuritaires aux Américains en échange de gains politiques, affirme une source diplomatique occidentale. Faute de pouvoir attaquer les racines du terrorisme – ce qui supposerait de frapper le régime Assad ou l'Iran –, étant donné le temps que cela nécessite et les risques que cela comporte, les puissances internationales optent pour la démarche la plus facile, qui est la coordination avec des régimes tels que Damas et Téhéran pour y faire face. »

## Entre Riyad et Damas...

L'élargissement des négociations sécuritaires a permis de mettre plusieurs autres dossiers sur la table. Premièrement, les exigences de Damas concernant le retrait des troupes américaines en

Syrie ou du moins l'établissement d'un calendrier pour leur redéploiement en vue d'un retrait ultérieur. De plus, le régime Assad demande qu'une pression soit exercée sur la Turquie afin qu'elle se retire, elle aussi, de la Syrie. Ce à quoi les Américains répondent qu'il faut que l'Iran se retire de la Syrie en contrepartie. Damas demande également que les Américains arrêtent de soutenir les Forces démocratiques syriennes (en majorité kurdes) et qu'ils les poussent à reprendre la coordination avec le pouvoir central. De son côté, Washington aussi pose ses conditions, notamment la mise en œuvre de réformes politiques, la libération des détenus et les négociations avec l'opposition qui devrait être intégrée au pouvoir. De plus, les Américains exigent que Damas réduise et affaiblisse l'influence iranienne sur son territoire, oblige les autres groupes armés à se retirer et contrôle ses frontières avec Israël et la Jordanie mais aussi avec le Liban. Et surtout, les Américains veulent ouvrir la porte à de (nouvelles) négociations indirectes pour parvenir à un accord de normalisation avec Israël.

Plusieurs parties arabes seront forcément impliquées dans des négociations sous de telles conditions : les Emirats arabes unis, par exemple, peuvent jouer un rôle essentiel étant donné leurs bonnes relations avec les deux camps. De plus, une source diplomatique arabe a appris que l'Arabie Saoudite se préparait à accueillir un dialogue entre le régime Assad et l'opposition syrienne. Riyad conditionne la poursuite du processus de normalisation avec Damas aux réformes politiques qu'Assad devrait mener et à l'intégration de l'opposition au pouvoir, révèle cette source.

En somme : ceux qui négocient avec Damas exigeront en retour une réduction du rôle iranien et un rééquilibrage dans la région basé sur cette équation. Affaire à suivre... ●

REGARD D'EXPERT

# Indonesia and President-elect Prabowo

Publié par The Ambassador Partnership, le 4 avril 2024

Par **Sir Richard Gozney**



**Sir Richard Gozney KCMG CVO** served as Ambassador to Indonesia, Governor of Bermuda; British High Commissioner to Nigeria; and as High Commissioner to Swaziland. He was the Lieutenant Governor of the Isle of Man from May 2016 to August 2021. He has extensive commercial experience in many fields including energy and insurance.

ESL & Network et Antidox sont heureux d'avoir convenu un partenariat avec The Ambassador Partnership, cabinet de conseil britannique réputé, et composé d'anciens ambassadeurs spécialistes de la résolution de conflits et experts en risques politiques ([www.ambassadorllp.com](http://www.ambassadorllp.com)).

In 2001, two years after Indonesia's first proper elections for over 40 years, Indonesia's Special Forces and army Strategic Reserve showed off to visitors from London. Their displays were stunning, their coordination impeccable, their fitness superb and some of their skills unreal: a double-blindfolded soldier 'divined' his way to a small object behind the umpteenth soldier many rows back on the crowded parade ground. They were brilliant.

Indonesia's Defence Minister asked the UK for a programme to help to show the Armed Forces that, although no longer top dogs in a country they had directed for 30 years, and although Indonesia faced no external threats, their role need not wither. Many wanted to be convinced. However, the senior officers of the Special Forces and Strategic Reserve, who had recently played central roles in

ousting President Suharto, the country's military ruler of 30 years, knew that they were more experienced, more disciplined, more skilled as managers and generally more capable than most of their country's new civilian leaders. As a senior Special Forces General (and President Suharto son-in-law) who had gone on to command the Strategic Reserve at the very end of military rule, General Prabowo Subianto went too far: he kidnapped and mistreated 9 pro-democracy activists. He was suspected of torturing others and of scheming to usurp the Armed Forces Commander. The Armed Forces Commander and the new President discharged Prabowo (honourably) from the army.

After a few years lying low, living in Jordan for a time and building a string of success-

ful businesses, Prabowo was back in public life in 2009 as a Vice-Presidential candidate, and in 2014 and 2019 as a presidential candidate. In February 2024 he won the Presidency at his third attempt, helped by a controversial Constitutional amendment which allowed him to choose the youngish son of the incumbent and popular President Jokowi as his running mate. He will take office in October 2024.

The Constitution gives the directly elected President of Indonesia extensive powers, subject to the concurrence of Parliament. Prabowo's political party is small, and he is expected to build a broad coalition of parties in parliament, using the patronage of ministerial posts and favours over policy issues which matter more to the political parties







than to him. Once he secures his coalition, concurrence should not be too difficult, including and perhaps especially in foreign affairs.

Prabowo's early and recent background has been cosmopolitan. Until he fell out with him, Prabowo's father, Professor Sumitro Djojohadikusumo, was Economy Minister to Indonesia's first President, Soekarno. He and his family went into exile in South-east Asia and the UK. As a teenager Prabowo studied in London. His father returned to a prominent ministerial role with the country's second President, Suharto, and the family to a position of privilege. As an army officer, Prabowo studied in the US. After defeating him for the presidency for a second time in 2019, President Joko Widodo (Jokowi) made him Defence Minister. Prabowo has shown an appetite for foreign affairs, notably in 2023 when Indonesia chaired the G20 and he proposed a demilitarised zone, UN peacekeepers and a referendum in what he called the disputed territories between Russia and Ukraine. He may not have cleared his lines with either President Jokowi or the Foreign Minister. Predictably, Ukraine rubbished the idea.

Apart from showing a forthright personal approach, Prabowo's Ukraine initiative highlighted Indonesia's unwillingness to side between Russia (or China) and Western countries on contentious issues. A founding country of the Non-Aligned Movement in the 1950s, Indonesia still takes its non-alignment seriously, in tandem with a low-key nationalism. President Prabowo is unlikely to change this theme although his nationalism may be a little noisier than that of President Jokowi or their predecessors, Presidents Bambang Yudhoyono and Megawati Sukarnoputri. President Jokowi ducked an invitation from the BRICS countries to join their recent expansion. If the invitation remains open President Prabowo may revisit the idea. He may also emphasise an intent to join the OECD within

4 years, likely to be a challenge given the regulatory hurdles. Across the foreign policy board, he will expect Indonesia to be taken seriously and is likely to take personal offence if he senses otherwise.

During the last 10 years, President Jokowi has focused on domestic economic policy, although ready to challenge foreign economic voices. In 2017, Indonesia exported US\$3 billion of nickel ore. The mining was far from Jakarta, poorly regulated and bad for the environment. Despite dire predictions, President Jokowi banned the export of raw nickel ore. In 2022, Indonesia exported US\$30 billion worth of products containing nickel. President Prabowo will be tempted by more of the same, whether for aluminium or tin ores, or to promote self-sufficiency in food. A country, which boomed through most of the 1980s, and 1990s and which has averaged 5% annual economic growth during the 24 years of this century, knows that it is getting stuff right.

Domestic economic initiatives may cause President Prabowo more grief at home than his economic nationalism. He has promised free school milk and lunches for school pupils, at a likely cost of US\$29 billion or 2% of GDP. Indonesian governments are restricted to a ceiling of 3% for the government budget deficit, (a figure familiar to pre-pandemic Europe), and to a ceiling of 60% of GDP for government debt, (a wistful memory for most Europeans). The ceilings do not look as tight alongside Indonesia's tax take of only 10% of GDP, low even by South-east Asian standards. Prabowo has already questioned these ceilings.

Prabowo has promised continuity. His Administration may need to find a further US\$30 billion or so for the new capital city, Nusantara, in East Kalimantan (on Borneo). 80% of the finance is expected from outside government but private investment, domestic or foreign, has been slow. It

is just possible that the new President will turn to major business families whom he knows from his post-military and pre-political time as a successful businessman, and who have helped government in the past. In 2002 serious floods in Jakarta prompted a charity football match between the Indonesian Cabinet and the Diplomatic Corps. I worried that we ambassadors had little or no funds for ad hoc donations on the scale needed. I need not have worried: as the post-match charity auction began several rich Chinese-Indonesian businessmen arrived and bid outlandish sums for footling prizes. I sensed that they were paying their corporate taxes for the year.

Domestic politics and foreign concerns over present day human rights may collide in the Indonesian half of New Guinea. Until the Christmas Day tsunami hit Sumatra in 2004 both ends of the country, Aceh Province in northernmost Sumatra and the Province of Irian Jaya in Indonesia's half of New Guinea in the east, were fighting on and off for autonomy or even independence from Jakarta and the Javanese. A silver lining to the havoc the tsunami wreaked on Aceh was Jakarta granting Aceh extensive autonomy, with some parallel concessions to Papua. However, a small and sometimes bloody independence campaign by the Free Papua Organisation has continued, reflecting some Papuans' sense that as Melanesians of a different race and a culture neither Moslem nor Hindu-Buddhist, and with a different history, they should never have been shoe-horned into Indonesia in the 1960s some 20 years after Indonesia's independence from the Dutch.

Papuan independence is out of the question for any government in Jakarta. General Prabowo's former Special Forces units have been accused not only of human rights abuses against prodemocracy students in Jakarta 25 years ago but periodically of exceeding the army's rules of engagement in Papua. The President-elect's instincts are unlikely to be soft on the Papuan rebels. Some foreign NGOs, especially in New Zealand and Australia, will be watching, ready to lobby their own governments.

More widely publicised were accusations of General Prabowo's Special Forces abusing human rights in East Timor during 25 years of Indonesian occupation and the suppression of pro-independence guerilla forces from 1975. In 2003, a year or two after East Timor's independence, retired General Prabowo faced the leader of the East Timorese independence fighters, Xanana Gusmao, on stage in Jakarta. They embraced. Their sense of forgiveness seemed real. It was real for Xanana Gusmao whom I knew and who is saintly. President-elect Prabowo is of a Javanese culture imbued with a custom and belief that the past has gone and issues of the past are best left behind. In similar vein, in the 25 years since General Prabowo's forces kidnapped and mistreated the 9 prodemocracy activists in the run up to the fall of President Suharto in 1998, 6 of the 9 have worked for him or backed his candidacy. As financial advisers are fond of reminding us, 'Past performance is no guarantee of future prospects' ●

REGARD D'EXPERTE

# Entre séduction et désinformation : les réseaux sociaux au cœur des élections européennes de 2024

Par Joanne Rouhier



Joanne Rouhier est diplômée d'un Master en Relations Publiques – Affaires européennes de l'Institut des Hautes Études des Communications Sociales à Bruxelles, au cours duquel elle

étudie les fondamentaux des affaires européennes, la communication institutionnelle et corporate, les stratégies d'influence et les relations presse. Passionnée par les enjeux d'opinions et d'affaires publiques, Joanne intègre Antidox en février 2020 en tant que consultante au sein du pôle communication 360° et affaires publiques.

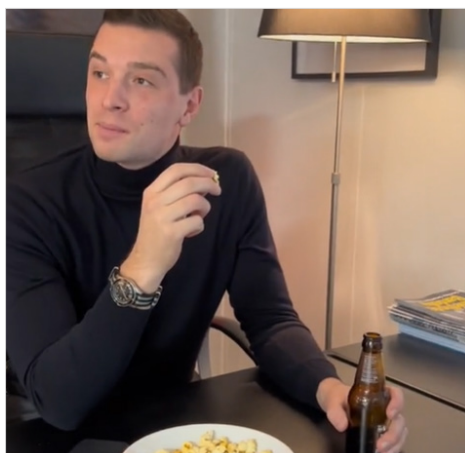
« Le 26 mai, je vote aux élections européennes » de 2019 fut un pari réussi avec une augmentation de 14 points de la participation des jeunes au scrutin. Si cette année la communication autour des élections s'est faite plus timide, l'un des vice-présidents de la Commission européenne, Margaritis Schina, a lancé un appel à Taylor Swift, alors en tournée à travers l'Europe, pour inciter les jeunes à se rendre aux urnes le 9 juin.

Cette nécessité de mobiliser les jeunes électeurs n'a pas échappé aux candidats aux Européennes de 2024, qui ont trouvé leur nouveau cheval de bataille : TikTok. C'est notamment le cas de Jordan Bardella (qui compte pas moins de 1,1 million d'abonnés) très actif sur la plateforme. Le candidat RN y partage ses passages médiatiques et n'hésite pas à s'approprier les codes de la plateforme pour séduire et renforcer sa notoriété auprès des jeunes électeurs. Utilisation de l'humour « POV : quand tu bois les larmes des

L'utilisation des réseaux sociaux dans les campagnes électorales aura marqué un tournant depuis la campagne présidentielle américaine de 2016. Les élections européennes de juin prochain n'échappent pas à la règle de leur utilisation massive par les candidats. Alors que les « deepfakes » et autres instruments de désinformation se multiplient dans l'espace digital, les candidats s'approprient les codes des nouvelles plateformes pour séduire un électoralat jeune et se démarquer dans une élection souvent délaissée par la population française.

## TikTok, nouvelle arène de la communication politique

Souvent présentée comme une élection mal-aimée des Français, les élections européennes, après une baisse de la participation enregistrée ces dernières années, regagnent peu à peu le cœur des électeurs. En 2019, la Commission européenne avait largement investi le terrain des réseaux sociaux dans l'espoir de mobiliser les jeunes et de les inciter à se rendre aux urnes. Après une abstention de 74 % des jeunes de 18-24 ans en 2014, la campagne



macronistes », annonce de ses meetings sur fond de musique techno, des extraits « en coulisse »... Le candidat n'hésite pas à se mettre en scène pour véhiculer une image jeune, accessible et proche des Français, loin de l'image sulfureuse du parti héritier du Front national.

Réel enjeu politique, l'utilisation même de TikTok est avancée comme un argument de campagne. Récemment, le candidat PS Raphaël Glucksmann annonçait se retirer de la plateforme chinoise (malgré ses 60 000 abonnés) par souci de cohérence avec sa ligne politique et son statut d'eurodéputé. En février 2023, la Commission européenne a interdit à l'ensemble de ses fonctionnaires d'avoir l'application sur leur téléphone professionnel en raison de





craintes liées à la sécurité des données. L'eurodéputé, qui avait lui-même présidé une commission sur les ingérences étrangères en Europe, déclare « refuser de faire le mariolo sur TikTok tout en dénonçant ces ingérences » et souligne qu'il n'hésitera pas à pointer ses opposants politiques au Parlement qui « surinvestissent cette plateforme », à l'image du président du Rassemblement national.

## Régulations et contre-attaques : sur X, la désinformation fait rage

Si les réseaux sociaux se trouvent être de merveilleux outils de communication en période électorale, ils n'en sont pas moins des espaces propices à la diffusion de fausses informations, de discours polarisants et de manipulation de l'opinion publique. Afin de prévenir ces risques, les différentes instances de contrôle se sont rapidement emparées des modalités des campagnes électorales. En juillet 2023, la Commission nationale des comptes de campagne annonce que si la pastille bleue (autrefois synonyme de notoriété et légitimité sur la plateforme, désormais symbole d'un abonnement payant) permettait d'accroître la visibilité, elle est désormais considérée comme une nouvelle modalité de sponsoring publicitaire et donc interdite en période de campagne électorale. Mais la sponsoring est loin d'être la seule fonctionnalité qui inquiète les autorités. Fin mars, la Commission européenne a demandé aux plateformes d'identifier très clairement les contenus générés par intelligence artificielle, afin de lutter contre la désinformation durant la campagne électorale. En cas de manquement, l'exécutif européen pourra lancer une enquête contre la plateforme qui ne respectera pas ces mesures et lui infliger une amende

allant jusqu'à 6 % de son chiffre d'affaires mondial. Une première mondiale. Mais la bataille de l'information ne prend pas toujours racine auprès des nouvelles technologies : récemment, la candidate Renaissance, Valérie Hayer, a été victime d'une campagne de désinformation lancée sur le réseau social X par un militant du Rassemblement national. Une affiche de campagne avec le portrait de la candidate, reprenant les codes graphiques du parti, et un slogan « Nous avons besoin d'un impôt européen ». Si l'affiche semble tout à fait réaliste, le logo du parti y est absent. Et pour cause : il s'agit en réalité d'une fausse affiche de campagne, détournée



pour décrédibiliser la nouvelle tête de liste du parti et brouiller le message politique. Si ces techniques peuvent paraître discutables, elles sont désormais partie intégrante d'une campagne en ligne et ne sont pas exclusivement pratiquées par les militants du parti à la flamme.

Début mars, une affiche aux couleurs du Rassemblement national avait également été partagée sur X annonçant un « grand meeting de soutien à Vladimir Poutine » organisé par le parti. Si ces affiches parodiques ne sont pas forcément illégales, elles participent néanmoins à semer la confusion dans la tête des électeurs.

Quel impact ont réellement les réseaux sociaux sur une élection ? Si la réponse reste partielle, on peut toutefois affirmer que les réseaux sociaux :

- permettent une diffusion rapide de l'information ;
- créent un sentiment de proximité des électeurs avec un candidat grâce à une communication directe ;
- renforcent l'engagement des électeurs dans la campagne, en leur permettant d'y participer directement à travers leurs écrans.

Si les campagnes de désinformation, les bulles informationnelles et les manipulations par des acteurs externes représentent un risque pour la démocratie, les réseaux sociaux sont aujourd'hui un outil de communication incontournable permettant de parler au plus grand nombre et, peut-être, de reconquérir le cœur des jeunes électeurs ●

### À propos de nous



**Xavier DESMAISON**  
CEO

x.desmaison@antidox.fr

Antidox est un cabinet de conseil en stratégie de communication et d'opinion à forte dominante digitale. Antidox positionne les dirigeants au cœur des débats d'idées et connecte les organisations à leur écosystème : des décideurs aux influenceurs, des consommateurs aux collaborateurs.



**Alexandre MEDVEDOWSKY**  
Président du Directoire

alexandrem@eslnetwork.com

Le Groupe ESL & Network s'est imposé comme l'un des leaders français et européens de l'intelligence économique, de l'accompagnement stratégique et des affaires publiques. ESL & Network conseille aujourd'hui les plus grandes entreprises françaises et les accompagne dans leurs décisions stratégiques, en France comme à l'international. Le Groupe conseille également des Etats et gouvernements.